

1^{er} février 2004

La grande bataille qui vient



Remarques préliminaires

Les événements de la dernière semaine ne sont pas rassurants. Le PLQ, grâce à ses consultations pré-budgétaires, a repris l'initiative. Le mouvement syndicale populaire a foncé dans le piège la tête baissée, plusieurs y allant de leur petit mémoire et le Réseau Vigilance de ses grands principes. Après le blitz des lois scélérates, prétendre utiliser les vieilles méthodes pour convaincre le PLQ de modifier sa politique budgétaire et fiscale, quel recul ! Quel aveu d'impuissance !

Le PLQ, fin tacticien, a envoyé au front son ministre populiste numéro un prêt à dire n'importe quoi et son contraire. Il savait qu'il pouvait compter sur l'inepte direction du FRAPRU, et tutti quanti, pour le louer au nom d'un hypothétique plat de lentilles. À moins de vouloir se contenter de bonbons, le réveil lors de la présentation du budget ultra-néolibéral de l'an 1 en sera d'autant brutal. L'annonce de privatisations dans le secteur des transports publics en donne un avant-goût. Et ce ne sont pas des menaces verbales qui feront la différence.

Après les 11 décembre et une avant-veille de grève générale, on tombe de haut avec de petites manifs sans lendemain qui ne regroupent essentiellement que les permanentEs et un noyau de militantEs. Que dire de l'occupation des bureaux de la ré-ingénierie en chef où le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN (CCMM-CSN) s'est couverte de ridicule ? « Nous voulons un gouvernement qui retrouve le chemin du dialogue et de l'écoute » de dire le président du CCMM-CSN au sortir de l'occupation. Quelle illusion !

Pendant ce temps, on laisse seules les travailleuses et travailleurs des garderies, d'Urgel Bourgie et de l'Hôtel Crown Plaza. A-t-on même songé à faire le lien avec la fermeture des usines de l'ALCAN et d'Abitibi-Price, et la décision de construire la centrale thermique du Suroît ? Ces enjeux suscitent une grande émotion et un début de mobilisation sinon d'occupation d'usine dans le cas de l'ALCAN.

L'heure n'est plus à peaufiner un mélange sans saveur de tactiques à-plat-ventristes, ritualistes et kamikazes pour calmer les troupes et surtout pour cacher le vide stratégique. Il ne suffit pas, non plus, d'alimenter le moulin à rumeurs sur de possibles journées de débrayage en avril. Ce cocktail de quémandage,

d'aventurisme, de oui-dire et de menaces témoigne de méthodes bureaucratiques typiques aux hautes directions des mouvements sociaux québécois. Même l'unité par le sommet du Réseau Vigilance ne dépasse pas l'ancien SPQ.

D'importants rendez-vous syndicaux auront lieu en février. Pour sortir de cet état d'illusion et de confusion, il est plus que temps que se fasse un débat ouvert sur la stratégie à suivre pour arriver à une grève générale sur la base de plans connus de tous et toutes, membres de syndicat ou non.

Comme parti pluraliste de la gauche unifiée, comme parti de l'alternative, l'UFP a à jouer un rôle de premier plan dans ce débat. À l'occasion des mobilisations autour des consultations pré-budgétaires, on s'attendait à mieux qu'une prise de position à propos des régimes de pension, enjeu pertinent mais marginal dans l'actuelle conjoncture québécoise. Cet essai se veut une contribution à ce débat.

À la mémoire de
François Moreau (1956-1993) et de
Michel Mill (1944-1996)

Tant les événements de novembre-décembre au Québec que le comportement erratique des hautes directions syndicales et la perspective de la grande bataille qui s'annonce commandent une analyse minutieuse de la situation. Cela est nécessaire afin de dresser un plan d'organisation et d'action de même qu'une plate-forme de revendications et des perspectives qui maximisent les gains du prolétariat et du peuple québécois tant au niveau des réformes immédiates que de la conscience et de l'organisation de classe et de la lutte de libération nationale et sociale du peuple québécois.

Comme la grande bataille qui vient — du moins espérons-le — est la suite logique, et peut-être le point final tel que l'envisage la bourgeoisie, de l'offensive néolibérale qui a débuté au Canada il y a environ 25 ans, il convient de se situer dans un cadre canadien. Le point de départ sera la plus importante mobilisation populaire qu'ont connue le Canada et le Québec depuis le début de la contre-offensive néolibérale en 1979, soit celle des Days of Action en Ontario de 1995 à 1998, mobilisation qui rebondit en Colombie britannique en 2001-2003. Comme maintenant, au Québec, ce furent des mobilisations contre l'imposition brutale et rapide de dures politiques néolibérales par des gouvernements nouvellement élus.

Comme au Québec pour le Parti libéral (PLQ), le Parti conservateur de l'Ontario (PCO) et le Parti libéral de la Colombie britannique (PLCB), transformation de l'ancien Parti du Crédit social, étaient de retour au pouvoir après avoir fait leur mue durant un séjour d'une dizaine d'années dans l'opposition. Comme l'est le

PLQ, le PCO et le PLCB sont des partis bourgeois « normaux ». Il faut en effet d'amples contradictions sociales pour obliger la bourgeoisie à miser sur un autre cheval, ce qui fut plus fréquent au Québec qu'en Ontario et en Colombie britannique durant le XX^{ie} siècle à cause de la gestion de la complexe question nationale.

Les évènements en Ontario

Pour l'Ontario, on s'inspirera, sans s'y cantonner, de l'étude faite par David Camfield, maintenant professeur à l'Université du Manitoba et militant du *New Socialist Group*. On retrouve cette analyse intitulée « *Assessing Resistance in Harris's Ontario, 1995-1999* » dans le livre « *Restructuring and Resistance: Canadian Public Policy in an Age of Global Capitalism* », red. Mike Burke, Colin Mooers et John Shields (Fernwood Publishing, 2000).

L'élection du gouvernement Harris, en juin 1995, a surpris le mouvement syndical désorienté et divisé sur la question du NPD qui, au pouvoir de 1990 à 1995, avait imposé de dures coupures frappant surtout les syndicats du secteur public (le « *social contract* »). L'électorat, pas encore remis de la profonde crise de 1990-92, qui avait frappé l'Ontario plus que tout autre grande province, et de la « croissance sans emploi » qui s'ensuivit, et n'espérant plus rien du côté de la « gauche », n'a pas cru au *business as usual* des Libéraux ontariens au pouvoir de 1985 à 1990. Il s'est plutôt laissé séduire par la radicale « révolution du bon sens » de l'équipe Harris qui promettait d'en revenir à la prospérité du régime conservateur qui avait dominé la province pendant 42 ans de 1943 à 1985... mais avec d'autres moyens que ceux de l'État providence.

Les premiers à réagir aux coupures anti-pauvres et à la législation anti-syndicale et anti-femme du gouvernement Harris furent les organisations anti-pauvreté (OCAP), les femmes (garderies), les étudiants et étudiantes universitaires et les militants et militantes de gauche. Leur détermination et la répression dont ils furent l'objet, qui traduisaient une colère plus généralisée, obligèrent la Fédération du travail de l'Ontario (FTO), pour ne pas perdre le contrôle de la situation mais aussi parce les positions de la bureaucratie étaient menacées tant par le haut que par le bas, de proposer un plan d'action. Ce fut celui des *Days of Action* soit une escalade de grandes manifestations, accompagnées de grèves, d'un centre métropolitain à un autre plus important jusqu'à culminer sur Toronto.

Cependant, la direction de la FTO s'assura auparavant de la consolidation droitière de son exécutif en faisant évincer, lors de l'élection au congrès de 1995, deux membres du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) qui s'étaient opposés au *social contract* du Nouveau parti démocratique (NPD), contrairement aux directions des syndicats du secteur privé (les *pink paper unions*), à l'exception des Travailleurs et travailleuses canadiens de l'automobile (TCA). De plus, après le *Day of Action* d'Hamilton, qui mobilisa 100 000 personnes au

début de 1996, cette direction n'appela pas à des grèves d'appui pour soutenir l'importante grève des fonctionnaires du gouvernement ontarien. Pourtant cette grève était la plus importante qu'eût jamais connu l'Ontario jusqu'alors. Malgré ce manque d'appui, que cautionnait même la direction du syndicat des fonctionnaires en grève, la détermination des grévistes empêcha le gouvernement Harris de remporter une victoire décisive mais non de congédier par après 10 000 fonctionnaires.

Le mouvement reprit un second souffle l'automne suivant en culminant lors du Day of Action de Toronto qui rassembla 200 000 personnes. L'étape suivante était logiquement une grève générale de 24 heures partout en Ontario. C'est le moment que choisirent les directions des *pink paper unions* pour s'opposer à d'autres *Day of Action*. Pourtant, le grand rassemblement de Toronto marquait un rapport de forces qui obligeât le gouvernement Harris, durant ce même automne 1997, à retirer un projet de loi qui lui donnait le pouvoir de suspendre le droit de grève du secteur public et d'imposer leurs conventions collectives. Non seulement ce rapport de forces fut-il ruiné par les directions syndicales des *pink paper unions* mais aussi par les directions de trois des cinq syndicats de professeurs du primaire et du secondaire qui mirent abruptement fin à une grève illégale, pourtant populaire et soutenue par les parents, de l'ensemble du corps enseignant ontarien, du jamais vu jusqu'alors.

Malgré d'autres grèves locales et d'autres Day of Action dans des villes moins importantes en 1998, les mobilisations et grèves de l'automne 1997 marquèrent le sommet du mouvement anti-Harris.

Bilan ontarien

Ce qui frappe d'abord c'est que la plus importante mobilisation dans l'État canadien depuis 25 ans se soit terminée en défaite. Selon David Camfield, on ne peut même pas dire que le mouvement ait résulté en gains significatifs organisationnels ou politiques. L'auto-organisation, importante sur le moment avec surtout l'Ontario Coalition for Social Justice (OCSJ) et ses composantes locales, s'est quasi complètement décomposée ensuite.

Pour le mouvement large, la perspective politique n'a jamais dépassé le retour au pouvoir du NPD pourtant discrédité par son « *social contract* ». Rien d'étonnant quand on réalise que non seulement cette perspective était celle des *pink paper unions* mais aussi celle de leurs opposants. La divergence entre eux était tactique. Les directions des syndicats du secteur public et des TCA croyaient qu'il ne fallait pas attendre passivement aux prochaines élections mais qu'une mobilisation pourrait re-crinquer l'appui au moribond NPD tout en limitant les dégâts... et ainsi éviter d'être contestées par leurs bases puisque les syndicats du secteur public étaient davantage touchés.

La défaite, cependant, n'est en rien génératrice d'espoir comme l'a montré les piètres résultats du NPD lors des élections de 1999 et de 2003. Cependant, elle tue la capacité de contester la stratégie cul-de-sac des directions syndicales. Et tant pis pour les bases syndicales, les inorganiséEs et même pour le NPD. L'objectif prioritaire c'est de sauver la peau de la caste bureaucratique qui, il est vrai, s'appuie sur une large couche ouvrière ayant le plus bénéficiée des gains des « trente glorieuses », couche relativement nombreuse dans la plus riche province canadienne mais rendue frileuse par la peur de tomber dans l'exclusion néolibérale et même devenue plus conservatrice par son intérêt immédiat à maintenir le statu-quo.

La gauche radicale, sociale (OCAP) ou politique (New Socialist Group, International Socialist, Socialist Action) n'a pas non plus profité de la situation pour se renforcer. Il faut ici souligner la faiblesse de la gauche sociale dans les syndicats, gauche par ailleurs peu indépendante des hautes directions syndicales. Objectivement, la vague néolibérale avait déstructuré le prolétariat (précarité, exclusion) et beaucoup abaissé les attentes prolétariennes par rapport aux années 70. Subjectivement, OCAP s'était spécialisé dans les questions liées à la pauvreté, très aigüe à Toronto, ce qui l'a conduit à privilégier des tactiques d'action directe peu rassembleuses d'autant plus que s'y est développée une amertume face aux syndicats accusés de manque de combativité.

Quant à la gauche anticapitaliste, elle se retrouvait, en 1995, marginale et en plus divisée suite à des scissions au début des années 90. La conséquence en fut, pour International Socialist (IS), une fuite en avant volontariste et sectaire surestimant le potentiel de la lutte sociale ce que renforçait un leadership verticaliste ; pour New Socialist Group (NSG), confiné principalement dans le milieu universitaire et anti-pauvreté, une politique priorisant les « *single issues* » ce qui rendait difficile de faire une analyse globale donc d'avancer une proposition stratégique ; pour Socialist Action (SA) un sectarisme anti-NPD sur la base que l'heure était venue de fonder un nouveau parti ouvrier de masse, suivi d'un revirement à 180 degrés. Quant à la section de la Quatrième Internationale, elle avait tout simplement disparue. Ce n'est que dans l'après-Seattle que ces erreurs ont commencé à être corrigées quoique que la gauche anti-capitaliste reste toujours divisée et marginale malgré des tentatives de regroupement jusqu'ici ratées.

Force de frappe libre-échangiste et ciblage fédéraliste

L'actuelle situation québécoise présente de frappantes similitudes avec la conjoncture ontarienne d'alors mais aussi des différences essentielles. Dans les deux cas les partis bourgeois « normaux » ont décidé d'appliquer avec un « talon de fer » les politiques patronales de nivelage sur le modèle néolibéral étasunien

auquel le Canada était exposé plus que jamais depuis l'Accord de libre-échange de 1989.

L'Ontario agissait cependant en pionnière si l'on fait exception de l'Alberta de Ralph Klein qui pouvait certes servir de modèle mais non de locomotive pour une normalisation néolibérale de tout le Canada étant donné sa situation exceptionnelle d'Arabie Saoudite de l'État canadien. Par contre, l'Ontario, avec Toronto comme centre financier du Canada, comme cœur de son industrie et disposant de plus de 40% de son PIB, en est le centre névralgique.

Par contre, les deux autres grandes provinces canadiennes, le Québec et la Colombie britannique, étaient des noyaux plus durs à croquer. La question nationale québécoise et la mobilisation des femmes, au bord de l'explosion en 1995, rendaient le Québec intouchable jusqu'à ce que la bourgeoisie soit capable de lui infliger une défaite stratégique. La Colombie britannique, gouvernée alors par un gouvernement NPD certes social-libéral mais pas pour autant ultra-néolibéral, n'était pas le candidat idéal d'autant plus que la prospérité d'alors de la zone Asie-Pacifique lui servait de tampon et qu'il y a une tradition de combativité ouvrière dont la dernière manifestation fut le mouvement Solidarity en 1983.

La bourgeoisie canadienne comprit l'avantage que le Canada soit une fédération passablement décentralisée pour attaquer frontalement le prolétariat canado-québécois à son point faible. Cette charge était d'autant plus appropriée pour Bay Street qu'en même temps le gouvernement fédéral, dirigé par le parti « normal » de la bourgeoisie canadienne qui venait de reprendre le pouvoir à la fin de 1993, venait lui-même d'enclencher son offensive du déficit zéro qui allait ramener en cinq ans la part du gouvernement fédéral au PIB à ce qu'elle était en 1950. Cette (contre-)performance reste à ce jour inédite au sein du G-7.

Malgré leur mésentente sur la priorité à donner à la lutte contre le déficit versus la baisse des impôts, ce qui avait pour avantage de brouiller les pistes, le Parti libéral du Canada (PLC) et le Parti conservateur de l'Ontario (PCO) s'entendaient sur le fond, soit utiliser l'ALÉNA et l'OMC comme justification et moyens pour niveler la structure sociale du Canada au niveau de celle des ÉU. Leur volonté d'utiliser l'élimination rapide de leurs déficits budgétaires comme moyen principal d'accoucher de cette mise à niveau reflétait les intérêts du capital financier et transnational-exporteur préoccupé par la baisse de la valeur du huard. Tout au plus, le PCO est-il plus sensible aux intérêts du capital manufacturier et commercial, aussi préoccupé d'augmenter le pouvoir d'achat du marché interne, que le PLC peut l'être, d'où une plus grande importance accordée à la baisse des impôts.

Reste que cette double offensive PLC-PCO allait laver l'échec de l'offensive du gouvernement Mulroney dix ans auparavant — tout comme celui de « l'État-Provigo » au Québec — lui qui aurait voulu imiter son allié et ami Ronald

Reagan. Cette offensive, on s'en souvient peut-être, fut arrêtée net dès le départ par la riposte « Hey, Charlie Brown » des personnes âgées. La stratégie d'en passer par le détour des accords de libre-échange et d'utiliser à plein les avantages du fédéralisme pour mieux cibler, allait enfin payer malgré qu'elle fût rejetée par l'électorat tant aux élections fédérales de 1988 qu'à celles de 1993.

Le tour de la Colombie britannique

Restait la mise au pas de la Colombie britannique et du Québec. Dans l'une et l'autre province, l'obstacle était les partis socio-libéraux au pouvoir. Ceux-ci, non par conviction mais par conservatisme d'appareil, n'étaient pas prêts à rompre avec la stratégie du consensus pour pouvoir appliquer le remède de cheval de la confrontation ouverte de classe. Du point de vue du capital, il le fallait, cependant, pour en arriver non seulement à faire la mise à niveau ultra-néolibérale requise par le contexte de concurrence avec les ÉU mais surtout pour consolider un nouveau régime d'hégémonie bourgeoise qui n'ait plus besoin de traîner le boulet de la « concertation ».

Le cul-de-sac de la gestion social-libérale s'exprimait tant en Colombie britannique où le niveau de vie stagnait depuis le début des années 90 par rapport aux autres régions du Canada, qu'au Québec où le taux de création d'emploi était le plus faible parmi les régions canadiennes. La liberté de la circulation des capitaux garantie par les accords de libre-échange permet, en effet, de punir les mauvais élèves.

Heureusement, cependant, pour la bourgeoisie, le NPD britanico-colombien et le PQ québécois étaient, malgré tout, ses meilleurs alliés. Comme des Jean-Baptiste, ils avaient préparé le terrain en appliquant avec conviction les coupures néolibérales des années 90 tout en paralysant le mouvement syndical soit par un lien organique travailliste avec lui, en ce qui concerne le NPD, soit par la tactique des « Sommets » nationalistes en ce qui concerne le PQ. En fait, le travail de restructuration néolibérale et de démoralisation populaire avait été si bien fait qu'on en était rendu à l'étape bulldozage, ce que ces partis ne pouvaient pas faire à moins de se suicider politiquement.

Il a suffi aux partis bourgeois « normaux » — ce qu'était devenu le PLCB en fusionnant à lui les restes des Créditistes et les Réformistes — de surfer sur le mécontentement de l'électorat, certes en l'exacerbant par le recours soit à la dénonciation anti-corruption en Colombie britannique soit anti-séparatiste au Québec, doublé à l'avenant de promesses démagogiques complètement contradictoires avec leur projet réel. L'important c'était de gagner le pouvoir pour au moins un terme afin de faire la *job* de bras sachant fort bien que les partis socio-libéraux ne la remettraient pas en question si jamais ils revenaient à la barre.

Ainsi, en 2001, le PLCB prit-il le pouvoir en réduisant le NPD au cinquième du vote populaire, une dégelé aussi profonde que celle du NPD ontarien en 1995. Par contre, le PQ, en 2003, recueillit le tiers du vote populaire ce qui est tout de même sa pire performance depuis 1973 sans compter que ce fut sur une base d'un taux de participation de 70%, le pire depuis 1927.

En Colombie britannique, le choc fut aussi dur à encaisser qu'en Ontario mais la réaction populaire fut moins forte. Il y eut bien deux grandes manifestations dans l'année qui suivit la prise du pouvoir mais aucune ne dépassa 40 000 personnes. Il y eut bien la mise sur pied de coalitions régionales mais elles furent incapables de ravir la direction du mouvement à la direction de la Fédération du travail de la Colombie britannique qui surfa sur les mobilisations pour mieux les faire déboucher dans un cul-de-sac.

Il eut bien une coalition d'activistes radicaux « Prepare the General Strike » soutenu par des groupes anti-pauvreté qui connut un succès propagandiste. Durant l'automne 2002, ces militants et militantes réussirent même à provoquer un début de jonction entre le mouvement syndical et un squat durant le congrès de la Fédération du travail au point d'obliger la direction à accepter un vote gagnant pour la préparation de la grève générale. On pouvait d'autant espérer que durant ce même automne un parti progressiste remportait la mairie de Vancouver et que peu auparavant le PLCB avait raté son référendum anti-aborigènes, référendum boudé par la majorité de la population.

Cependant, la droite fit le dos rond sachant que le rapport de forces lui était favorable. Le nouveau maire déçut les progressistes en appuyant le projet d'organiser les Olympiques mondiales d'hiver en Colombie britannique en 2010. Durant la campagne référendaire sur le sujet, les syndicats du secteur privé aussi appuyèrent le projet, alléché par un éventuel boom de la construction, tandis que les syndicats du secteur public s'y opposèrent pour cause de détournement de fonds au détriment du secteur public. Le « oui » l'emporta aux deux tiers.

Finalement, la dissension syndicale privée-publique, toujours latente depuis l'échec du mouvement Solidarity en 1983 contre les coupures du gouvernement du Crédit social, s'envenima jusqu'au niveau du jamais vu. Le plus important syndicat du secteur privé, l'Industrial and Allied Workers of Canada (IWA), signa un contrat secret avec des entreprises étasuniennes à qui le gouvernement Libéral avait accordé la sous-traitance de 9 000 postes d'employéEs de soutien dans les hôpitaux, aux dépens du Syndicat des employéEs d'hôpitaux, le plus important et le plus combatif syndicat de la Colombie britannique. Pour combler la mesure, le contrat signé ramène les salaires au niveau de 1968 sans plan de pensions ni congé de maternité. Un échec plus cuisant, tu meurs.

S'agit-il alors d'espérer en l'inévitable retour du pendule — comme le prévoit au Québec le PQ qui sous couvert d'une « saison des idées » fait du sur place — ce

qui devrait être la conséquence de l'application brutale de politiques ultra-néolibérales ? Ce n'est pas ce qu'enseigne l'expérience ontarienne. Le NPD ontarien s'est davantage enfoncé lors des élections de 1999 et de 2003. Cela n'a rien d'étonnant. L'hystérie sécuritaire venue des ÉU qui détint fortement sur la Canada anglais, beaucoup plus fortement qu'au Québec, pousse l'électorat à droite. L'amère déception par rapport aux partis socio-libéraux ontarien, britanico-colombien et québécois, de tradition travailliste ou national-populiste peu importe, en rajoute. Seul la logique du « moins pire » pourrait jouer en faveur des partis socio-libéraux, davantage cependant au Québec à cause de la légitimité que la question nationale procure au PQ.

Il n'y a que la droite qui a un projet que, cependant, les populations des trois plus peuplées provinces canadiennes trouvent de plus en plus inacceptable au fur et à mesure de l'expérience de la réalité. En Ontario comme en Colombie britannique, la gauche anticapitaliste, si ce n'est antinéolibérale, n'est même pas dans le décor. En Colombie britannique, on se sait trop quoi choisir entre un NPD resté social-libéral et un Green Party qui l'est déjà, ou même, en désespoir de cause ou par choix, le mouvementiste.

En Ontario, les tentatives de radicalisation du NPD par l'intérieur, avec le *Socialist Caucus*, ou d'un entre-deux parti-mouvement avec *Regrouping the Left*, ou d'un parti « participatif » s'appuyant sur le mouvement altermondialiste en transformant le NPD à la fois de l'extérieur et de l'intérieur avec le *New Politics Initiative*, soit font du sur place soit ont échoué malgré des succès initiaux qui n'eurent pas de suite. Le nouveau *Socialist Project* aura-t-il plus de succès ? Groupuscule de syndicalistes des TCA et d'intellectuels « marxistes indépendants » cependant peu connecté à la jeunesse radicale et au mouvement communautaire, il n'aspire pour l'instant qu'à organiser des forums. Quant aux partis anticapitalistes, ils restent groupusculaires et divisés.

Et maintenant, le Québec

Les scénarii ontarien et britanico-colombien se répèteront-ils au Québec ? Neuf mois après avoir repris le pouvoir en avril 2003, pouvoir qu'il avait perdu aux mains du PQ en 1994, le parti « normal » de la bourgeoisie, le Parti libéral du Québec (PLQ) a gagné la première bataille même s'il en sort avec une popularité affaiblie. Les sondages ont beau être mauvais pour lui, il a cependant réussi à faire adopter et appliquer en rafale et presque sans débat une série de lois et de politiques anti-syndicales et anti-femmes — tout en neutralisant le mouvement étudiant — qui visent à empêcher l'organisation d'un mouvement de riposte, en minant son unité et sa combativité pour la suite des choses.

Cette première offensive a pris au dépourvu les hautes directions syndicales trop habituées à la « concertation » de la période précédente qui était non seulement le fait du PQ, qui l'avait institutionnalisée dans ses « Sommets », mais qui était

aussi la pratique du PLQ depuis la soi-disant « Révolution tranquille » à partir de 1960. Il faut en effet remonter au régime Duplessis pour retrouver une politique de la confrontation, ce qui ne veut pas dire que PLQ et PQ, surtout ce dernier, ne se soient jamais privés de recours aux lois spéciales, recours cependant qui n'avaient jamais entamé la solidité du « bloc nationaliste » qui dure toujours même s'il est pour l'instant au congélateur.

Ces hautes directions ont espéré la continuation de la « concertation » tablant sur la forte contrainte de la « paix sociale » qui leur donnait au minimum un important pouvoir de nuisance. Dans le secteur public, seul les travailleuses de garderies se mobilisaient pendant que le « Front commun » n'en finissait plus de se négocier au sommet. Les malaises au sein du PLQ et les pronostics des meilleurs commentateurs promettaient en effet la continuité, ce que semblait confirmer l'apparent recul du PLQ en septembre qui re-garantissait aux associations étudiantes le gel des frais de scolarité. C'était cependant reculer pour mieux sauter comme l'inusité lettre aux journaux du Premier ministre allait le laisser savoir à la mi-octobre : fini la Révolution tranquille et Vive la « réingénierie ».

Le temps de tergiversations terminé, les organisations communautaires nationales et régionales, appuyées mollement par une partie des centrales syndicales, réagirent les premières en se groupant dans le « Réseau Vigilance » ouvert à tous et toutes... sauf aux partis politiques. Elle furent les premières à se mobiliser mais sur une base très modeste. Suivirent à la fin novembre les mobilisations des trois grandes centrales syndicales en plus grand nombre, jusqu'à 30 000, mais en ordre dispersé. Ce coup de semonce semblait tout ce qu'était prêt à faire les hautes directions syndicales même face à la nouvelle fermeté du PLQ.

Moins visibles médiatiquement, cependant, les bases syndicales bouillonnaient. Ce fut toute une surprise, le 11 décembre, de voir des dizaines de milliers de membres de toutes les centrales syndicales, en particulier de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) qu'on attendait le moins, non seulement organiser des piquetages massifs mais aussi bloquer les ports de Montréal et de Québec de même que d'importantes routes régionales. Les hautes directions syndicales avaient dû céder aux pressions de la base. C'est peu dire quand on pense que seulement à la FTQ 125 syndicats demandaient au moins une immédiate grève de 24 heures. Difficile de ne pas faire le lien avec le Front commun de 1972.

Il a bien fallu que les chefs des centrales aient quelques bons mots sur la possibilité d'une grève générale. On comprit trop tard que c'était là la méthode habituelle de surfer la vague pour empêcher le passage immédiat à la grève générale avant que les lois scélérates ne soient votées. On s'illusionna à la base sur la possibilité de revenir en force après le congé des Fêtes. Les bilans de fin d'années firent alors comprendre que pour les hautes directions cette

mobilisation n'était qu'un outil pour inciter le PLQ à en revenir à la « concertation ».

Même le Réseau Vigilance s'aligne sur la stratégie des hautes directions d'en revenir à la routine des mémoires pré-budgétaires accompagnés de modestes manifestations régionales. Il est vrai que ce réseau ne réunit qu'une poignée de dirigeants et dirigeantes nationales, qui donnent le ton, et régionales qui exécutent. Mais le Réseau n'appelle pas à former des unités de base qui délégueraient à une assemblée générale. On reconnaît bien la manie bureaucratique « de ne pas perdre le contrôle ».

Les hautes directions somment le PLQ de ne plus faire le méchant sinon..., ce que le PLQ a bien soin d'accommoder. Elles mettent leur confiance en des recours judiciaires, rendu confiantes par le jugement favorable sur la question de l'obligation d'appliquer les programmes d'équité salariale pour les grands employeurs qui en étaient dispensés. Surtout, elles se préparent au maraudage dans le secteur de la santé qu'oblige la nouvelle législation qui vise à diviser tout en facilitant, dans un premier temps, la sous-traitance du travail de soutien.

Tout au plus laisse-t-on planer la possibilité de s'associer à une grande manifestation planifiée par le Réseau vigilance le 14 avril sans dénier la possibilité de journées de grève. Encore une fois, seul les travailleuses de garderies de la CSN se remobilisent et en re-promettent... mais on les laisse seules, de même que de petits groupes de grévistes, surtout des femmes, à petits salaires et à travail précaire du secteur privé.

Fin de la première bataille. Le PLQ gagnera-t-il la guerre ? Le test définitif en sera le renouvellement des conventions collectives du secteur public qui devront ouvrir la porte aux « partenariats privé-public », élégante façon de parler de sous-traitance et de privatisation. Comme vient de le montrer la récente annonce de tels partenariats dans le transport public, à laquelle ont répondu d'impuissantes menaces des hautes directions syndicales, le PLQ prédit ce qui sera la perspective du prochain budget.

Ce test, cependant, se conjuguera peut-être avec un resurgissement de la question nationale par la médiation de la bataille des défusions municipales au printemps, principalement des municipalités anglophones de l'ouest de Montréal où l'enjeu de loin majeur est une tentative de la réaction scissionniste de se redonner une base territoriale. Jusqu'ici le PLQ a habilement joué avec cette patate chaude en encadrant les éventuels référendums par des lois qui certes ont laissé toutes les parties insatisfaites mais qui n'ont provoqué la mobilisation d'aucun groupe, chacun finalement acceptant les nouvelles règles du jeu.

Ce test sera aussi influencé par la continuation de l'offensive néolibérale principalement par le biais du « budget ultra-néolibéral de l'an 1 ». On voit, en effet, difficilement le PLQ renoncer à son plan de bulldozage parce qu'il est en

mauvaise posture dans les sondages car ce serait là un aveu de défaite stratégique. Au contraire, sa victoire de l'automne l'encourage à foncer surtout en début de mandat. Par rapport à son plan de match, les mauvais sondages du PLQ ne sont en effet qu'un désagrément tactique qui ne demande donc qu'une réponse tactique.

Le PLQ n'est pas non plus sans disposer de marges de manœuvres. Il a déjà annoncé que les mauvaises nouvelles de la « ré-ingénierie » s'étaleront tout au long du mandat, ce qui permet de faire des choix judicieux en attendant de traverser la difficile période des référendums et de la négociation du secteur public. Le volant des baisses d'impôt, même s'il n'est pas la priorité de l'électorat qui lui préfère l'amélioration du système de santé et la lutte à la pauvreté, n'est pas non plus une mauvaise nouvelle pour les « classes moyennes », du moins est-ce un prix de consolation pour faire digérer défaites sociales et hausses de tarifs et de taxes de toutes sortes déjà annoncées.

La nécessité d'une direction politique crédible

Le bilan des échecs ontarien et britannico-colombien démontre sans ambiguïté qu'il faut un plan de mobilisation aboutissant à la grève générale public-privé. Il démontre aussi sans aucune ambiguïté que les hautes directions syndicales, et leur relais dans les autres organisations sociales, n'en veulent pas mais qu'elles doivent surfer la vague pour assurer leur propre survie sociale. Elles n'ont pas d'autres alternatives à proposer que le retour des partis socio-libéraux avec leur politique de statu-quo dite « réformisme sans réformes ». La stratégie qui en découle est l'attente du retour du pendule électorale, avec ou sans mobilisation contrôlée pour sauver les dégâts, au nom du « moins pire », le statu-quo étant évidemment moins pire que le bulldozage.

Ces expériences de mobilisations ayant été des échecs, il est plus difficile d'en déduire une stratégie gagnante. On peut quand même y déceler des éléments embryonnaires de succès. Côté syndical, il faut faire l'unité militante public-privé, sinon la situation vire au vinaigre comme en Colombie britannique, tout comme l'unité syndicats-organisations populaires sinon le ressentiment populaire mène au cul-de-sac des actions confrontationnelles minoritaires pour la plus grande joie des corps policiers.

Il ne faut pas minimiser les risques de division public-privé parce que l'unité du 11 décembre aura été relativement bonne. La pilule amère pour le privé, c'est la sous-traitance. Maintenant qu'elle est avalée, la tentation des syndicats du secteur privé sera de se protéger au niveau des conventions collectives, abandonnant ainsi la lutte unitaire. Même la lutte contre la fermeture de l'usine d'Arvida pourrait jouer dans ce sens à moins que cette lutte ne soit articulée à la lutte unitaire contre le gouvernement Charest. Sauf erreur, les votes de grève qui se prennent maintenant à la base sont surtout le fait du secteur public.

La tactique des consultations pré-budgétaires n'est-elle pas de faire de mini-concessions au secteur populaire pour l'éloigner du secteur syndical ? La manœuvre pourrait réussir étant donné la méfiance, souvent justifiée, de ce secteur envers le mouvement syndical, sa tentation d'accepter des « peanuts » et le penchant du mouvement syndical à oublier ou marginaliser les revendications anti-pauvreté.

Comment construire ces unités militantes ? La pression de la base amène les directions à agir en commun mais c'est pour laisser la vapeur sortir. Des coalitions se construisent sauf que ce sont, comme le disait un évêque progressiste brésilien, de vastes coalitions de sigles sur papier avec pas grand monde actif dedans. Plus marginalement, prônée par une partie de la gauche radicale, se forment aussi de petites coalitions idéologiques que critiquait une militante de Vancouver : « Si tu es à l'aise dans ta coalition, c'est qu'elle n'est pas assez grande ».

Un facteur essentiel est une direction politique crédible capable de proposer une plate-forme qui soit à la fois largement rassembleuse et mobilisatrice de même que des principes organisationnels. En Ontario comme en Colombie britannique, les partis anticapitalistes ou des groupes ad hoc ont tenté de le faire mais malgré un travail acharné et des résultats parfois honorables, ils étaient trop petits et divisés afin d'être crédibles.

Au Québec, par contre, l'UFP a peut-être la crédibilité nécessaire avec ses presque 2 000 membres, une visibilité médiatique minimale et une reconnaissance toute fraîche chez les militants et militantes des syndicats et autres organisations sociales. Reste qu'elle fait face à un blocage de taille : les hautes directions syndicales et populaires n'ont de cesse de la tenir à l'écart, comme par exemple au sein du Réseau Vigilance, acquises qu'elles sont au « bloc nationaliste ».

Ces acquis, dus à un travail réussi d'unification de la quasi totalité de la gauche politique, qui reste cependant une mince couche de la gauche militante, et à une honorable campagne électorale malgré un score marginal de 1%, ne serviraient à rien si l'UFP ne faisait pas preuve d'initiative tant au niveau organisationnel que programmatique. L'UFP a tout ce qu'il faut pour réussir : son orientation de rupture définitive avec les trois partis néolibéraux, sa plate-forme antinéolibérale, indépendantiste, féministe, écologique et internationaliste, une organisation basée sur le pluralisme et la démocratie participative et, *last but not least*, une pratique militante de « parti des urnes et de la rue ».

Mais il y a un hic. La direction de l'UFP reste prisonnière du sacro-saint respect des analyses et directives des hautes directions syndicales (comme de celle de l'Assemblée des Premières Nations) d'où des prises de position qui sont l'écho, parfois un peu plus radicales, des instances syndicales. Ce qui signifie que

l'UFP n'a aucune pertinence politique, qu'elle cherche au mieux à être le bras électoral de ces instances qui, pour l'instant, la rejettent. Elle n'a pas non plus de pertinence organisationnelle car sa capacité de mobilisation est marginale et ne sera jamais celle d'organisations de masse.

Or reprendre ou imiter le discours des hautes instances syndicales, c'est reprendre un discours social-libéral et nationaliste même si c'est de façon quelque peu plus combative. On se leurre si l'on pense modifier ce discours par de discrètes conversations de coulisse. Car ce discours, en temps ordinaire, se situe dans les marges de l'opinion publique, dans la marge gauche évidemment, que reflète le syndiqué moyen et la syndiquée moyenne, si tant il ou elle existe. La bourgeoisie a, en effet, appris depuis longtemps à forger une opinion publique à sa mesure que ça soit par la famille, l'école, les grands journaux, le *broadcasting* radiodiffusé puis télédiffusé, et de plus en plus par le multimédia monopolisé. À tel point que la bourgeoisie, depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, avait réussi à tuer la culture prolétarienne qui a peine à renaître.

La déconnexion se fait dans les moments de crise comme ce fut le cas en novembre-décembre, moments qui sont habituellement brefs. C'est alors qu'apparaît la contradiction base-sommet au sein du mouvement syndical, bien sûr masqué par l'habileté discursive des chefs syndicaux. La raison en est que l'intérêt de ces chefs, habituellement sélectionnés sur des années par l'appareil syndical, est fortement tributaire des intérêts bureaucratiques de l'appareil et de la couche la plus aisée du prolétariat, couche qui influence les structures syndicales plus que proportionnellement à leur taille. Cette « aristocratie ouvrière » que génère très consciemment le capitalisme, encore plus le capitalisme néolibéral, à travers les divisions d'ethnies, de genres et régionales par la différenciation des salaires et des statuts, ce que permet les ressources acquises par le pillage impérialiste.

Il est inéluctable que les organisations de masse, par leurs chefs, expriment les convictions de l'ensemble des travailleurs et travailleuses, de l'ensemble des femmes, des étudiants et étudiantes, des pauvres, etc. telles que façonnées, en temps ordinaire, par l'opinion publique produite par les monopoles médiatiques. Cependant, les partis politiques qui, par définition, recrutent leurs membres sur la base de leurs orientations et de leurs plates-formes échappent partiellement à la dictature de l'opinion publique.

Bien sûr, les organisations de masse sont aussi animées par une couche de militants et militantes, tout comme les partis. Cependant, ces organisations de masse se doivent de représenter l'ensemble de leur *membership* réel ou potentiel quelque soit leur position politique alors que les partis politiques ont la possibilité de prendre des positions sur la base de leur plate-forme qui est leur base d'adhésion.

C'est cette marge de manœuvre que se doit d'utiliser à plein l'UFP, un parti auquel adhèrent le prolétariat qui rejette le néolibéralisme fédéraliste et sexiste. L'UFP peut donc parler en clair sur la base de son orientation et de sa plate-forme. Au Québec, d'ailleurs, le problème n'est pas l'autonomie du relativement vaste mouvement social vis-à-vis une humble gauche politique — vis-à-vis le national-populisme péquiste c'est une autre histoire — mais plutôt l'autonomie de la gauche politique vis-à-vis la gauche sociale. À quand l'autonomisation de l'UFP vis-à-vis les hautes directions syndicales et tutti quanti ?

Une raison souvent invoquée pour ne pas prendre une position qui n'aurait pas l'aval des hautes directions syndicales serait qu'elle ne serait pas non plus appuyée par la base. Ce fut, par exemple, la raison invoquée pour ne pas rendre publique la position exploratoire de l'UFP sur la nationalisation de Vidéotron... sans jamais d'ailleurs consulter les grévistes comme il avait été aussi résolu.

Chose certaine, cette raison ne tient plus à propos de la volonté de faire la grève générale d'une grande partie des syndiquéEs, à la préparation de laquelle ni les hautes directions syndicales ni, son annexe, le Réseau Vigilance, n'appelle. D'ailleurs, même si une position conjoncturelle s'avérait très minoritaire à la base, est-ce une raison pour ne pas la proposer, en y mettant la manière, si elle s'articule à notre orientation et à notre plate-forme. Il faut savoir préparer les lendemains.

Ce blocage dans l'application de l'orientation et de la plate-forme de l'UFP à la conjoncture signale une rupture inachevée avec une vieille conception sociale-démocrate de division du travail entre la direction des mouvements sociaux et celle du parti : aux premiers la direction politique de la rue et aux seconds celle des urnes. La conséquence de cette renonciation à notre tactique « des urnes et de la rue » ne peut que mener au tablettage de notre plate-forme en faveur d'une « realpolitik » sociale-libérale.

« Préparons dès maintenant la grève générale privé-public »

Tel est le mot d'ordre que l'UFP devrait immédiatement lancer. Les hautes directions syndicales disent souvent qu'une grève générale, ça se prépare. C'est exact. Et la première chose à faire pour y arriver c'est de l'annoncer pour que les discussions sur la plate-forme, l'organisation et le plan d'action commencent immédiatement. Il ne suffit pas d'envisager en catimini de probables journées de grève en avril. Il ne s'agit plus de seulement publiciser une grande manif pour le 14 avril. Plus personne ne croira en son efficacité si ces journées de grève hypothétique, bien tardives, ne font pas partie d'un plan d'action menant à une grève générale reconductible de 24 heures. (Cette formule a l'avantage de faciliter la transition entre un arrêt de 24 heures, qui ne suffira pas, et une grève

générale illimitée tout en suggérant fortement un mécanisme démocratique quotidien de prise de décision.)

L'UFP est tenue à l'écart du Réseau Vigilance. Ce n'est pas une raison de leur faire des courbettes, au contraire. Comme promoteur de la démocratie participative c'est l'occasion de proposer que ce Réseau, conformément à la résolution du dernier Conseil de l'Union, se transforme en réseau à la base, y compris dans les syndicats. Pourquoi ne pas aussi mettre de l'avant que ce soit les réseaux à la base qui contrôlent le Réseau à travers des assemblées générales régionales, sectorielles et nationale. Tant qu'une direction alternative ne se construira pas pour se substituer aux hautes directions syndicales, la victoire est peu probable même si les revendications et le plan sont relativement bons. Ce pourrait faire l'objet d'un mot d'ordre : « Auto-organisation à la base de comités pour la grève générale ».

L'UFP elle-même peut prendre immédiatement des initiatives pour étendre le débat public comme, par exemple, l'assemblée publique de l'UFP-Montréal du 13 février et celle de l'Outaouais du 24 février. La campagne sur la fiscalité annoncée pour février devrait être transformée en campagne pour promouvoir et expliquer nos propositions d'organisation et de revendications, y compris la réforme fiscale. Nul besoin d'ajouter que l'attention des instances devraient être cette campagne, y compris la mise sur pied, où la masse critique militante le permet, de comités sectoriels en particulier syndicaux.

Il faut se rendre compte que l'UFP joue, encore une fois, son existence dans la grande bataille qui vient. Et elle la jouera encore plus s'il n'y avait pas de grande bataille. Si l'UFP n'y jouait aucun rôle comme centre de proposition et d'initiative sur la base de son orientation et de sa plate-forme, elle entrerait en stagnation sinon en décomposition. Car ce n'est pas sa capacité de mobilisation qui fera la différence même si cette mobilisation reste nécessaire tant pour sa crédibilité que pour son morale.

En ce cas, lui succéderait au pire, une droite nationale-populiste ultranéolibérale qui est déjà en place jouissant du cinquième des intentions de vote alors qu'on ne peut plus invoquer l'ignorance de son programme, au mieux une gauche sociale-libérale aussi nationale-populiste, l'un et/ou l'autre fonctionnant de la manière la plus traditionniste qui soit. Même si la grande bataille donne des résultats mitigés ou même carrément mauvais, une UFP dynamique s'en trouvera revigorée et capable d'envisager soit une croissance rapide, une intégration ou une fusion sur la base de son orientation et de sa plate-forme avec d'autres forces issues de la lutte.

Quant au plan de campagne, cela dépend de l'état de préparation, lui-même fonction du dynamisme des acteurs et actrices, de la conjoncture et de l'état d'esprit des troupes. La colère de décembre est maintenant retombée, une défaite étant une défaite. Quelle sera la prochaine bonne occasion ? La

présentation du budget en mars ? L'actuel plan de campagne du Réseau y prépare mal sinon point du tout. S'annoncerait alors une deuxième défaite stratégique qui préparera d'autant moins bien aux échéances ultérieures. L'ancien président des Cols bleus de Montréal n'a-t-il pas raison de proposer qu'au moins des grèves de 24 heures commencent en mars ?

Ensuite viendra l'échéance de la campagne électorale fédérale surtout si elle se combinait avec des campagnes référendaires sur les défusions où serait en pointe la réaction sécessionniste ? L'articulation programmatique, c'est-à-dire le lien question sociale - question nationale reste cependant à faire. Cette articulation est pourtant cruciale car si le PQ n'a pas été lessivé comme le furent les partis NPD de l'Ontario et de la Colombie britannique, c'est qu'il est encore perçu comme le champion de la lutte du peuple québécois contre le méprisant fédéralisme. Les récents sondages le rappellent. Pourtant la perspective du retour du PQ au pouvoir est démobilisatrice.

Les négociations du secteur public ? Quand auront-elles lieu ? L'automne prochain, le printemps 2005 ? C'est tard : il faudrait accélérer les échéanciers. L'idéal serait ce printemps pour télescoper le plus possible l'apex des négos, la campagne électorale et les campagnes référendaires. S'imagine-t-on un instant le tourbillon énergisant de ces torrents qui démultiplieraient, en les unissant, les questions sociale et nationale ?

Un catalyseur qui pourrait immédiatement accélérer les choses : construire la solidarité — manif, grèves d'appui... — autour des travailleuses de garderies qui elles sont déjà au front sur une question essentielle et autour de certains conflits régionaux (Urgel Bourgie, Hôtel Crown Plaza...) qui eux aussi soulèvent d'autres questions essentielles. Il s'agit de lutte de femmes, de membres des communautés culturelles, de gagne-petit, de précaires, de sous-traitées. Une belle occasion de lier luttes syndicales et luttes contre la pauvreté, luttes du secteur public et luttes du secteur privé. Pourrait s'y articuler la mobilisation contre la construction de la centrale thermique du Suroît, ce qui donnerait une dimension écologique à un front syndical/anti-pauvreté/femme que pourrait rejoindre le mouvement étudiant quand il se remobilisera.

Une poignée de demandes concrètes, précises et unificatrices

Afin d'unifier largement et de mobiliser en profondeur, l'UFP pourrait proposer une poignée de revendications unificatrices — au-delà des revendications sectorielles aussi nécessaires — qui soient immédiatement compréhensibles, donc très concrètes, et irrécupérables, donc très précises. On se rappelle encore du 100\$ du Front commun de 1972 et du salaire minimum de 8.50\$ l'heure de la Marche des femmes de 2000 que, malheureusement, le mouvement social a rapidement abandonnée, désenchanté et découragé qu'il fût à cause de sa vision idyllique du PQ.

Seul un large débat à la base peut générer la sagesse populaire voulue pour mettre au point ces quelques revendications coups de poing. En négatif, cependant, on peut difficilement exclure un « non » retentissant à la privatisation des services publics et à la sous-traitance anti-syndicale de même qu'aux lois scélérates dont il faut demander le rappel.

Il faudra une revendication clairement anti-pauvreté, peut-être le salaire minimum indexé à 10 ou 12\$ l'heure et/ou un revenu minimum garanti de 1000\$ par mois. On pense aussi à la construction de 8000 logements sociaux l'an dont le loyer soit 25% du revenu brut. Reste que ces revendications demeurent sectorielles même si en toute solidarité et compassion elles touchent tout le monde.

Il en est de même tant de la revendication du Front commun d'augmentation de 12.5% sur trois ans du salaire des employéEs de l'État, de l'interdiction de fermetures, d'abolitions de poste et de congédiements massifs par des entreprises rentables tel l'ALCAN, que de l'équité salariale pour les femmes tant du public que du privé, lutte remise au devant de la scène par la récente décision judiciaire et par l'arrêt de travail des travailleuses des garderies du 16 janvier que cinq autres jours de grève suivront. On ne peut d'ailleurs faire autrement que de remarquer qu'en 1995, en 1999, en 2000, les femmes commencent mais ne sont pas ou à peine relayées.

Au niveau environnemental, on pourrait penser à un virage à 180 degrés vers l'efficacité énergétique et les énergies douces, revendications que la colère populaire contre la construction de l'usine thermique du Suroît place en pointe de la conjoncture. Pour les milieux étudiants, on pense au moins le gel des frais de scolarité et des frais afférents. En septembre, le mouvement étudiant a bien failli lancer la riposte. Son organisation divisée, écartelée entre opportunisme carriériste et gauchisme sectaire, l'a paralysé. Les propositions organisationnelles et programmatiques d'UFP-Campus méritaient mieux et méritent toujours mieux.

Une campagne des 10 milliards \$

Cependant, une revendication concrète et précise réclamant un réinvestissement massif dans les services publics et les programmes sociaux, financé par une réforme fiscale à l'avenant, toucherait directement chacun et chacune mais serait aussi un préalable à la majorité des revendications sectorielles. L'UFP pourrait contribuer à promouvoir et à préciser cette revendication charnière en s'appuyant sur sa plate-forme et sur sa campagne à venir à propos de la fiscalité, campagne qui arrive tout à fait à point à condition de l'élargir.

En ce qui concerne le réinvestissement massif, le point '6.e' de la plate-forme réclame un « *réinvestissement massif immédiat de 10 milliards \$ afin de*

diminuer le déficit social dans le réseau public de la santé et des services sociaux... ». Cela est déjà concret et précis. Peut-être pourrait-on l'être davantage en étayant par grands secteurs de dépenses. Mais il y a danger de perdre le *punch* d'un seul chiffre.

Du côté de la réforme fiscale à l'avenant, le point '8.a' précise : « *Établissement d'une fiscalité véritablement progressive ; révision à la hausse de la taxation sur le capital, les profits et les biens de luxe ; abolition des paradis fiscaux ; révision complète des abris fiscaux ; augmentation des impôts sur les profits des entreprises ; imposition des grandes fortunes ; révision des droits de succession.* » Encore là, on peut peut-être étayer par grands secteurs de revenu.

Une perspective stratégique

Et si la dynamique de la grève générale non seulement s'enclenchait mais en venait à défaire l'offensive ultra-néolibérale du PLQ ? Devrions-nous accepter soit un PLQ bourassien avec, disons, à sa tête Pierre Paradis et avec Christos Sirros comme ministre des Finances, soit un PQ toujours aussi néolibéral et toujours prêt à soutenir « Québec Inc. » avec les dollars de nos impôts ? Qu'est-ce qui d'ailleurs a le plus soulevé la colère du chef du PQ lors de la semaine du 11 décembre ? Réponse : non pas les lois scélérates et le bâillon mais le sort fait par le PLQ à la Société générale de financement et à Investissement-Québec. Il n'a même pas pensé à boycotter les travaux de la Chambre. Faut-il en rajouter ?

La question de la perspective stratégique n'est pas qu'une question d'avoir un scénario en poche au cas où les choses iraient très bien. C'est d'abord et avant tout une question d'efficacité de la mobilisation pour maintenant. Si l'on demande aux gens de se déranger, de faire d'importants sacrifices financiers et surtout de prendre de sérieux risques y compris sécuritaires — car le 11 septembre pèse — et tout cela dans l'enthousiasme, il faut que les enjeux soient à la hauteur. Car la question se posera très tôt, surtout pour les militants et militantes en première ligne : quelle est l'alternative ?

Penser qu'un mouvement de fond portera l'UFP au pouvoir est une illusion, une solution d'ailleurs qui n'est pas la bienvenue pour plusieurs et qui pourrait même être un cadeau empoisonné. On a intérêt à proposer une médiation qui passe par la démocratie participative. Si la grève générale décolle et devient proactive, c'est que la pyramide des comités de grève fonctionnera. Elle serait parfaitement en mesure soit de proposer une Assemblée constituante soit des États généraux pour préparer la Constitution d'un Québec indépendant. L'UFP, c'est plutôt le ferment dans la pâte... si elle le veut.

Le fil de plomb de la perspective à proposer est là tel que nous l'indique et nous le re-confirme le peuple québécois par le dernier sondage : 47% pour la souveraineté molle et 28% pour la souveraineté dure. C'est l'as que possède le prolétariat québécois et que n'a pas le prolétariat canadien anglais car il ne comprend pas encore que cet as il pourrait aussi le posséder s'il appuyait à fond notre lutte de libération nationale qui briserait cette prison des peuples qu'est l'État canadien, appui dont nous aurons éventuellement absolument besoin tout comme de celui des peuples autochtones.

Ne nous le cachons pas : la marche est haute... mais atteignable. La marche est atteignable car l'UFP a fait dépasser à la gauche politique l'état groupusculaire. Mais elle est haute car l'UFP est encore loin du parti de masse, même d'être le parti de la gauche sociale, en particulier syndicale. En plus, cet effort gigantesque nécessite d'éviter deux écueils : ce raccourci illusoire qu'est le Charybde du centriste « néolibéralisme à visage humain » qui ferait de nous au bout du compte le quatrième parti néolibéral même avec un manifeste très percutant et un E chef très médiatique, c'est-à-dire acceptable aux monopoles des multimédias ; et ce verbiage facile qu'est le Scylla du gauchisme groupusculaire et « révolutionnaire » sans racine sociale mais idéologiquement si confortable.

Marc Bonhomme, 1^{er} février 2004